

"Toute notre Provence, d'Arles jusqu'à Nice, est attaquée!"

Un rassemblement pour la défense du provençal était organisé à Arles hier. Tandis que d'autres provençaux avaient fait le choix de participer à une manifestation à Paris, également pour la défense des langues régionales

Quand on aime on ne compte pas, dit le dicton. En Provence, hier, on a doublé la mise. Ou divisé, c'est selon. Hier matin, se déroulait une manifestation nationale à Paris pour la défense des langues régionales (lire ci-contre). À Arles, dans l'après-midi, c'est un rassemblement pour défendre la même cause qui était organisé à l'initiative du Collectif Prouvènço, de l'Union provençale et de la Confrérie des gardians. La raison de cette division? La manifestation nationale, à Paris, "est portée par des élus en manque de politique et ça, nous ne voulons pas y répondre. (...) Puis nous n'avons pas été contactés", expliquait il y a peu le président du Collectif Prouvènço Jean-Pierre Richard dans nos colonnes. Dont acte.

"Il y a péril en la demeure!"

À Arles donc, ils étaient environ 250 à se rassembler sur la place de la République. Drapeaux sang et or fièrement arborés. Bien évidemment la réforme du bac, à l'origine de la contestation, a été largement évoquée. Dans le collimateur des Provençaux (et pas seulement) : le fait, entre autres, que le provençal est désormais en concurrence avec d'autres langues vivantes mais avec un coefficient défavorable. Ce qui se traduit naturellement par une baisse du nombre d'inscrits. "Si nous n'y prenons pas garde, la langue provençale est amenée à disparaître, a lancé Jean-Pierre Richard. Il y a péril en la demeure!"

Mais bien au-delà de la seule problématique de la réforme du bac, c'est un ensemble d'attaques "contre notre culture et nos traditions" -- qui annoncent "une société sans goût et sans saveur, une société où l'art de vivre que nous connaissons et chérissons aura totalement disparu" -- que les présents à cette manifestation ont voulu dénon-



Face à 250 personnes, les prises de parole se sont succédées. Celle de Jean-Pierre Vianes (président de l'Union provençale ▲), Patrick Laugier (président de l'association des ganaderos français), Magali Gillet (professeure de provençal), Thomas Pagnon et Rémi Vata (président et vice-président de l'Union des jeunes de Provence et du Languedoc) et Jean-Pierre Richard (président du Collectif Prouvènço). /PHOTO C.HIÉLY

À PARIS

Plus de 500 manifestants venus de toutes les régions

À l'appel du collectif "Pour que vivent nos langues", une manifestation s'est déroulée hier matin, à Paris, devant la balistique Sainte-Clotilde, dans le 7^e arrondissement, non loin de la rue de Grenelle et du ministère de l'Éducation nationale. Tout un symbole quand on sait que ce rassemblement avait pour objectif de dénoncer les effets néfastes de la réforme du bac mis en œuvre par Jean-Michel Blanquer, actuel ministre de l'Éducation nationale, sur les langues régionales.

"C'est le gouvernement qu'il faut convaincre!"

Selon nos confrères, plus de 500 personnes étaient présentes, venues de Bretagne, du Pays basque, de Corse, d'Alsace... et de Provence! Sans doute moins représentés parce que divisés mais présents quand même, les Provençaux ont eux aussi dressé fièrement leurs drapeaux sang et or. Parmi eux, Sabine Mistral, XVI^e Reine d'Arles, ravie de cette "belle manifestation avec beaucoup de jeunes", à laquelle a participé le Felibrige. "Les langues régionales sont des cathédrales qui sont en train de s'effondrer, c'est ce qui a été répété. J'espère que nous aurons été entendus." Demandée notamment : la mise en place d'un enseignement des langues régionales dès la maternelle. Et jusqu'au lycée, avec une vraie place pour l'option au bac.



À l'issue du rassemblement, une délégation d'élus devait être reçue au ministère, avec notamment les deux députés à l'origine du collectif "Pour que vivent nos langues" : le Corse François Alfonsi (député européen) et Paul Molac (député du Morbihan). "C'était à Paris qu'il fallait manifester, insistait hier Sabine Mistral, déçue de ne pas y avoir vu de politiques locaux. C'est le gouvernement qu'il faut convaincre! À Arles, tout le monde l'est déjà."

J.Rz.

cer hier. En témoignage, les différentes prises de parole. Toutes appelant à faire front ensemble. "Si l'on veut défendre notre culture, il faut que nous soyons unis", a ainsi lancé le président des ganaderos français Patrick Laugier, de retour de Bruxelles, où il a défendu l'élevage des toros de lidia mais aussi l'accès des mineurs aux arènes et aux écoles taurines.

De même, le vice-président de l'Union des jeunes de Provence et du Languedoc, Rémi Mata s'est dit "en colère de voir notre culture, notre langue et nos traditions attaquées sur tous les fronts. Aujourd'hui il faut unir nos forces pour nous défendre. Toute notre identité est attaquée: nos manadiers, nos clubs taurins, nos associations de traditions, le costume, nos ga-

"Si nous n'y prenons pas garde, la langue provençale est amenée à disparaître"

naderias, notre course camarguaise, nos corridas, nos riziculteurs, nos agriculteurs, nos chasseurs, nos professeurs de langue... Toute notre Provence, en partant d'Arles et jusqu'à Nice est attaquée!"

Face à ces menaces, certains n'ont pas manqué d'interpeller les élus -- et candidats -- du Pays d'Arles présents. Invitant ainsi les politiques à s'engager à quelques mois d'une échéance électorale. Certains ayant déjà signé la "Charte pèr la lengo e li culturo prouvençalo" (charte pour la langue et les cultures provençales) initiée par le Collectif Prouvènço. À l'issue de ce rassemblement, une motion a été remise à la députée -- et candidate arlésienne -- Monica Michel et déposée en sous-préfecture.

Julia RAZIL

jrazil@laprovence-presse.fr